

Opinion d'Henri Brugmans sur le fédéralisme européen (Septembre 1947)

Légende: En septembre 1947, le Néerlandais Henri Brugmans, président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), expose dans la revue bruxelloise Synthèses les origines de la doctrine fédéraliste et ses enjeux pour la reconstruction de l'Europe.

Source: Synthèses. Septembre 1947, n° 9. Bruxelles.

Copyright: (c) Synthèses

URL: http://www.cvce.eu/obj/opinion_d_henri_brugmans_sur_le_federalisme_europeen_septembre_1947-fr-d141503e-61d0-456b-8245-72c1f7998f00.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

État présent du fédéralisme européen

par Henri Brugmans

Un de mes grands compatriotes hollandais, l'historien Jan Huizinga, mort pendant la guerre, nous a laissé un grand livre qui s'appelle *Automne du Moyen Âge*. Son collègue français Paul Hazard, qui lui ressemble par tant de côtés, étudia le dix-huitième siècle et se résume dans un autre chef-d'œuvre : *La crise de la conscience européenne*.

Je me mets à méditer sur ces deux titres.

Il est donc vrai que meurent les grandes époques, ou plutôt les structures sociales et spirituelles qui les caractérisent. Il est donc vrai que les tempêtes automnales soufflent sur l'humanité inquiète, pendant les périodes que l'on nommait autrefois (d'un terme si naïvement optimiste) les périodes « de transition ». Il est donc vrai que la conscience des communautés humaines traverse des crises de doute et de bouleversement.

J'ouvre le gros volume de Huizinga. Le premier chapitre, le plus beau peut-être, s'intitule : *Violences de la Vie*. Nous voyons les silhouettes des grands *condottieri* du quinzième siècle, mais aussi les paniques qui s'abattent sur le petit peuple : les famines, les épidémies, les guerres, les danses macabres. Que de cruautés, de superstitions, de fanatismes et de désespoirs ! Comme tout cela, hélas ! est près de nous actuellement. Et pourtant, non, ce ne fut point la fin de toute culture. La fin d'un monde, peut-être, mais en même temps l'avènement d'un monde nouveau. Cette Europe décimée, misérable, trouble et démoralisée — cette Europe où les guerres civiles se greffent sur les guerres internationales... ce fut pourtant le continent qui devait faire naître les grandes générations de la Renaissance.

Dans le livre de Paul Hazard, l'atmosphère est bien moins chargée d'orages. La Révolution paraît encore lointaine, quoique Saint-Simon la pressente, et quoique les Bayle, les Fontenelle la préparent déjà dans le domaine intellectuel. Mais peut-être la crise est-elle encore plus profonde, spirituellement, que celle du quinzième siècle — plus « existentielle », pour employer un terme à la mode, et dont je m'excuse. Car elle prépare un désagrègement moral, après lequel, rigoureusement, il n'y aura plus rien — rien que l'isolement total de l'individu, rien que l'avènement des masses invertébrées, rien que des collectivités sans sanction spirituelle, appelant à la fois l'anarchie et la dictature. Si les précurseurs conscients ou inconscients de la Réforme minaient l'unité chrétienne, les « philosophes » du siècle des Lumières minaient la chrétienté elle-même, le fait chrétien dans son essence. Et quel était l'Évangile nouveau qu'ils préparaient ?

Nous sommes venus actuellement au terme du cycle. Après tant d' « automnes », tant de « crises de conscience » collectives, tout paraît se défaire et tout devient douteux. Seuls les utopistes conservateurs attendent encore une « restauration », un « nouveau classicisme ». Ceux qui promettent un « retour à la vie normale », ou bien manquent totalement d'imagination, ou bien sont des rêveurs incorrigibles. Pour nos contemporains, en fait, le mot « normal » a perdu toute signification. De toutes les chaires chrétiennes, prêtres et pasteurs ont évoqué la bombe atomique en des termes apocalyptiques, mais cela n'a servi, ni à résoudre le problème, ni (pour autant que je sache) à intensifier le recueillement des foules déchristianisées. L'omniprésence d'une catastrophe toujours possible n'a même pas arrêté la déchristianisation des masses traditionnellement chrétiennes.

La maladie est partout. Les symptômes abondent. Rien, à notre époque qui ne soit (par un côté tout au moins) symptôme de crise. Le parapluie de Chamberlain était symbole de déchéance tout aussi bien que les foudres d'Hitler, l'impuissance de tous les partis politiques en Europe l'est comme les procès de Petkov ou de Maniu. Crime ou complicité, barbarie ou faiblesse, cynisme ou logomachie : tels sont, parmi tant d'autres, des aspects d'une seule et même « crise de la conscience européenne ».

Nous sommes quelques-uns, plusieurs, beaucoup peut-être, à ne pas abdiquer. Mais où commencer à opérer le malade ?

Tout tient à l'éducation, disent les uns, et dans un sens ils ont certainement raison. D'autres enchaînent là-

dessus et proclament que la vraie solution se trouve dans le cœur humain qu'il faut « réarmer moralement ». Ils sont loin d'avoir tort.

Mais les « institutionnalistes » n'ont-ils pas raison aussi, lorsqu'ils affirment que les méthodes individualistes n'ont plus cours, et qu'il est vain d'attendre la purification des êtres, au sein d'une société profondément impure ?

Et si les « institutionnalistes » étaient d'accord entre eux ! S'ils savaient par quelles « institutions » il faut commencer ! Si « la révolution sociale et politique » est de première nécessité, n'a-t-elle pas besoin d'une stratégie efficace ? Surtout : n'a-t-elle pas besoin de cadres, c'est-à-dire d'hommes, et cela ne nous ramène-t-il pas au problème de l'homme tout court ?

Je pense, pour ma part, qu'il faut, comme toujours, procéder selon la méthode cartésienne, et disséquer le problème. Suivons les préceptes de l'école et partageons notre sujet d'abord en trois :

Premièrement. Existe-t-il pour l'Europe des solutions extra-européennes ? Si oui, c'est triste pour nous, mais nous n'avons plus qu'à subir la loi des plus forts, la loi de ceux qui ont plus de divisions que nous, plus de potentiel économique, plus d'avenir dans le monde et partant plus de foi.

Deuxièmement. Si des solutions européennes existent encore en principe pour résoudre les problèmes européens, disposons-nous encore d'un « matériel humain » suffisant pour les élaborer et les insérer dans le réel ?

Troisièmement. Si nous avons encore des chances de grouper les forces européennes autour d'un programme concret, quel est alors le point de la bataille où nous nous battons avec le maximum d'efficacité ?

Examinons d'abord la première question.

Est-il vrai que l'Europe puisse être sauvée du dehors, par le remède américain ou le remède russe ?

Il est incontestable que les USA se sentent beaucoup plus jeunes que nous, qu'ils nous regardent avec une pitié et un certain mépris qui ne s'expliquent que trop bien. Pour eux, il n'y a pas de problème social, il y a des problèmes sociaux, et le propre d'un problème, c'est d'être, à leurs yeux, éminemment pratique et de comporter une solution. Ils nous accusent d'être sentimentaux, « philosophes », et de chercher midi à quatorze heures. Ils ne sont pas tourmentés comme nous le sommes.

Mais ce qui fait leur force fait en même temps leur faiblesse. Ils peuvent nous donner, non seulement leurs dollars, mais aussi leur esprit, d'initiative, leur *dash*, leur manque de préjugés sociaux, leur horreur des complications idéologiques. Mais ils ne nous feront pas surmonter notre crise spirituelle. Ils en souffrent eux-mêmes, et s'ils ne s'en aperçoivent encore que rarement, c'est qu'ils essayent encore de passer à côté.

Les Russes ne l'essayent, d'ailleurs, pas moins. Ayant trouvé une solution étonnante à leurs propres problèmes, ils écartent tout ce qui n'entre pas dans leur cadre. Ils n'ont pas, eux non plus, vaincu la crise, ils l'ont « liquidée », ou plutôt, ils ont liquidé ceux qui pourraient leur en rappeler l'existence. Lorsqu'ils parlent de l'Occident, c'est avec autant d'incompréhension que de pertinence. Il suffit de lire un article « officiel » paru dans la presse soviétique sur l'Existentialisme ou sur Picasso-Matisse pour s'en convaincre. Le messianisme slavophile qui triomphe en U.R.S.S. comporte un dédain total à l'égard de la « pourriture occidentale », et le dédain du malade n'est pas la clef de sa guérison.

L'Europe devra donc « se faire elle-même », non pas, sans doute, comme une société spirituellement et politiquement autarcique, mais en ne comptant finalement que sur elle-même. Le pourra-t-elle ? Dispose-t-elle encore de forces suffisantes ?

Il est certain qu'elle est terriblement affaiblie par ses hécatombes. Des générations entières ont été sacrifiées, et, fait curieux, celles-ci paraissent absentes même en des pays qui, militairement, n'ont pas pris part aux

deux dernières guerres. Partout en Europe, les hommes de quarante ans manquent, les vieillards occupent encore un nombre inquiétant de positions-clefs, et la jeunesse se désintéresse activement de la cause publique.

Que peut-on encore espérer ?

Est-ce par esprit de contradiction que j'espère tout de même ? Pas uniquement. Je suis persuadé, pour ma part, que le soi-disant « cynisme » des jeunes tient surtout à un instinct de clairvoyance qui les rend profondément méfiants à l'égard de la politique nationale. Ils sentent avec raison que les traditionnalistes sont devenus des réactionnaires, que les révolutionnaires patentés sont des démagogues, et que ni les uns, ni les autres, n'apportent de solution valable... bien pis : qu'ils ne posent même pas les problèmes dans leur cadre réel.

Les jeunes soupçonnent que les questions essentielles qui engagent leur avenir n'ont pas grand-chose à voir avec les discussions parlementaires auxquelles on leur demande de s'intéresser. Ils savent que le combat politique de l'heure ne se livre pas pour eux, mais qu'on voudrait qu'ils le livrent pour d'autres. Ils s'y refusent et vont s'amuser. Mais le jour où on leur aura expliqué que la bataille pour la liberté, pour la diversité humaine, pour le bien-être et la sécurité, sera une bataille internationale — ce jour-là, ils sauront qu'au moins on s'est décidé à parler dans le concret, au sujet de leur propre avenir. « Illusion », dites-vous ? Je vous réponds que vous avez tort et que vous allez voir cela sous peu. Le tout est de savoir si nous réussirons à concrétiser notre plan de campagne avant qu'il ne soit trop tard.

Car, bien entendu, il ne suffit pas de dire que toute solution nationale est caduque par principe et qu'elle risque même d'aggraver notre maladie nationaliste. Il faut encore montrer du doigt les Bastilles qu'on va prendre d'assaut. Il faut déclencher l'avalanche et indiquer les moyens pratiques pour faire sauter dans le plus bref délai les frontières politiques qui écartèlent l'Europe et protègent, non sa diversité, mais son déchirement.

Toute époque a sa mission particulière. Pendant l'« automne du Moyen Age », à travers les luttes entre Armagnacs et Bourguignons, Lancaster et York, des unités nouvelles se créèrent. Elles étaient nécessaires au développement de l'humanité. De même, aujourd'hui, la féodalité chaotique des Etats nationaux est devenue un anachronisme et une plaie. Il faut des unités plus larges : régionales pour tel problème, mondiales pour tel autre. Pour assurer son ravitaillement, pour contrôler l'énergie atomique libérée, le genre humain doit s'unir d'ici aux antipodes. Mais dans cette vaste concentration des tâches, l'Europe ne peut être ni absente, ni passive. Elle se fédérera ou bien elle périra, et je prends ici le mot « périr » dans son sens le plus précis.

Comme il n'y avait plus de château seigneurial inexpugnable devant le canon, il n'y a plus de défense nationale devant la guerre technique et totale. Comme l'économie cantonale ou provinciale avait cessé d'exister dans la période capitaliste et machiniste — de même, le fantôme d'un dirigisme national devient un cauchemar devant la vaste solidarité économique de tous les peuples. Malheur à nos soi-disant « libéraux » qui cherchent à retrouver l'initiative personnelle, ailleurs que dans un monde organisé. Et malheur à nos socialistes, si l'Etat national continue à être identique à leurs yeux à la communauté et le bien public. Dans cette situation historique — qu'est-ce que le fédéralisme ? Un mot d'ordre, une méthode, une perspective, à une époque où l'humanité dégénère faute d'institutions sociales adéquates. C'est le problème de la transformation économique et politique posé enfin sur le plan où il devient soluble: le plan organique, le plan international concret.

Voilà pourquoi l'avant-garde du fédéralisme européen se compose de patriotes qui veulent sauver la nation du nationalisme, la communauté de la dictature, la liberté de l'anarchie. Ils ont conscience d'apporter à l'Europe une doctrine non-doctrinaire, une souplesse sans opportunisme, un esprit de fidélité et de révolution. Ils ont en horreur les solutions toutes faites, puisqu'ils savent que chaque problème comporte des données particulières et un cadre spécial pour trouver sa solution. Mais, dans tous les domaines, ils se laissent guider par un seul principe, qui a été exprimé par l'Eglise catholique aussi bien que par de nombreux socialistes. Ce principe, c'est qu'il faut donner une forme institutionnelle, organique, autonome, à toute solidarité humaine qui se manifeste comme un besoin concret. Solidarité nationale, lorsqu'il s'agissait de

briser la féodalité. Solidarité ouvrière, lorsque l'émancipation prolétarienne était le moteur principal de tout progrès. Solidarité européenne et mondiale aujourd'hui, comme il faut éviter la guerre et imposer une organisation rationnelle des richesses.

Voilà pourquoi les fédéralistes européens se sentent à la pointe du combat, qu'ils croient ouvrir une brèche à l'endroit précis où c'est peut-être encore possible. Voilà pourquoi ils peuvent apporter leurs solutions tout aussi bien devant le monde syndicaliste que devant les cadres de notre vie économique et sociale, devant ceux qui sont responsables de la jeunesse et devant les Églises, penchées sur toutes les inquiétudes contemporaines. Ils sont encore inconnus, pour la plupart, et leurs organisations viennent de se créer, mais ils sont peut-être seuls à savoir que le temps travaille pour eux — ou pour personne.

Le fédéralisme européen, en tant que force populaire, est né pendant la guerre, dans la Résistance. Nous avons découvert que le patriotisme est un sentiment international et qu'il défend un patrimoine humain plutôt qu'un État hérissé de frontières. Nous avons combattu à l'intérieur de la « forteresse-Europe », mais le mot hitlérien d'« espace vital » est resté dans notre mémoire, car nous avons la sensation très nette d'étouffer dans le cadre national étroit. Si l'héritage spirituel et politique de la Résistance n'a pas été perdu dans un milieu, c'est dans celui du fédéralisme.

On s'est réuni après la guerre, en se basant sur les déclarations faites, avant la chute de l'Allemagne, à Genève notamment, par des résistants qui avaient songé à l'avenir. J'énumère rapidement les étapes de cette concentration.

Septembre 1946 : Hertenstein (Suisse). Petite conférence de militants qui ne se connaissent pas, qui ne représentent pas encore grand-chose, mais qui terminent leurs discussions par une déclaration politique et une réunion publique au Grütli.

Octobre 1946 : Luxembourg. Cette fois, la prédominance anglo-saxonne oriente les assistants vers le Fédéralisme mondial. Comme à Hertenstein, une déclaration est publiée et une organisation embryonnaire se crée.

Décembre 1946 : Bâle et Paris. Les Européens décident leur fusion au sein d'un mouvement unique, l'Union européenne des fédéralistes, qui collaborera étroitement avec le Mouvement universel pour la Confédération mondiale, qui va se constituer de son côté.

Avril 1947 : Amsterdam. Réunion d'un « comité central élargi », devant un petit congrès, où l'UEF affirme sa vitalité. Les résultats concrets sont encore relativement maigres, mais l'entreprise n'a pas sombré. C'est dire qu'elle va vivre.

Août 1947 : Montreux. Le fédéralisme européen, réuni en congrès, se donne des statuts et une doctrine. Il se prononce sur l'Allemagne, sur la structure économique de demain, sur son attitude envers la Confédération mondiale, sur la proposition Marshall et les pays de l'Est. La récente création d'un comité de liaison avec des groupements parallèles (Churchill, van Zeeland, Coudenhove-Kalergi) est sanctionnée. L'UEF comprend désormais trente-sept mouvements affiliés.

Voilà où en sont les choses au moment où j'écris. Bien entendu, elles n'en resteront pas là. Comme M. Grégoire Gafenco l'écrivit récemment dans le *Journal de Genève* : « Le fédéralisme est une idée, il doit devenir une politique ». Rien de plus vrai, et nous serons jugés par là. Après avoir groupé un premier noyau apparemment solide, nous n'avons pas le droit de décevoir ceux à qui nous donnions un espoir. Il faut avancer vite, si nous voulons éviter un échec. Seule la prudence a le droit de limiter notre hardiesse, pour la préserver d'aveuglement. Mais le fait que le mot de hardiesse a pu être prononcé si souvent à notre sujet, n'est-il pas déjà une grande promesse, au sein d'une Europe lasse, sceptique et résignée ?

Oh ! je suis pleinement conscient des limites de l'action fédéraliste. Même si elle réussit, elle n'apportera pas la panacée à tous les maux de l'humanité. Mais l'avenir serait bien sombre si nous devions échouer. Certes, la « crise de la conscience européenne » a des raisons trop profondes pour qu'on puisse la surmonter par la

convocation d'une assemblée fédérale européenne. Mais si la révolution nécessaire ne s'accomplit pas, si les peuples continuent à s'asphyxier dans un compartimentage national où l'air devient de plus en plus irrespirable — alors, la question d'un ressaisissement ne se posera même pas. Aucune nation européenne ne peut plus se sauver; même l'Angleterre reste menacée, malgré le resserrement de ses liens avec les Dominions; quant aux autres — je ne crois ment sacrifier à la facilité démagogique ou même simplificatrice, en disant que pour elles, il n'y a plus aucun réel espoir en dehors de la Fédération.

Certains pays s'engagent déjà dans cette voie. Hollandais, je signale « Benelux » avec une satisfaction particulière. Mais si cette expérience modeste a prouvé quelque chose, c'est bien qu'il est impossible de faire le moins sans faire le plus : que l'union douanière entraîne l'union économique sous peine d'échec total, et qu'à l'heure actuelle, les questions économiques sont inséparables de la politique tout court. En aucun cas, nous n'avons le droit de penser que, après la proposition Marshall, la coopération européenne soit devenue la politique officielle des gouvernements et que, par conséquent, l'opinion publique eût le droit de s'en désintéresser. Sans la compréhension éclairée, sans l'attachement passionné des peuples, rien ne se fait de durable, à notre époque. S'ils ne veulent sombrer dans leurs petites querelles et dans des discussions devenues aussi violentes qu'abstraites, ils doivent s'unir et trouver une discipline commune, pour la défense de leur liberté.

Pour que l'Europe, enfin, sorte de sa préhistoire.